Extrait du Le Vénissian

https://levenissian.fr/L-Euro-l-arnaque-pour-le-peuple

L'Euro : l'arnaque pour le peuple grec

- Union Européenne -

Date de mise en ligne : lundi 3 mai 2010

Copyright © Le Vénissian - Tous droits réservés

Ne nous avait-on pas dit, lors de la mise en place de l'Euro, que celui-ci nous mettrait à l'abri des crises ?

Or, la zone Euro est en train de vivre la plus grande crise de son existence. Celle-ci ne surgit pas tel l'orage dans un ciel serein. Le scandale des subprimes l'a précédée, ces créances "pourries" fondées sur la spéculation à outrance et qui ont failli entraîner une banqueroute à l'échelle de la planète.

Il a fallu que les États mettent la main à la poche par milliards de dollars ou d'euros pour préserver les banques incendiaires. A présent, ces dernières spéculent sur les difficultés des États, au point de les acculer à la faillite.

C'est ce que la Grèce vit aujourd'hui, tandis que sont pointés du doigt pour suivre le même chemin, le Portugal, l'Espagne, l'Italie, l'Irlande. Mais nul ne peut ignorer que la quasi totalité des pays de la zone euro sont dans le rouge. Tous sont menacés par cette voracité des prédateurs financiers.

Le FMI et les États vont donc apporter 110 milliards d'euros à Athènes. Mais à quel prix ? Le peuple Grec va se trouver soumis à une cure d'austérité sans précédent.

Mais personne n'a demandé de comptes aux banques. Mieux, pour prêter à la Grèce, les États auront recours aux marchés financiers qui ainsi, vont continuer de s'enrichir. L'Europe, telle qu'elle existe, montre son vrai visage. Tout est conçu pour le business, la finance, la spéculation, contre la souveraineté des Nations, des peuples, leurs richesses. Il s'agit d'un véritable pillage dont nous mesurons mieux le danger aujourd'hui.

Tout a été organisé pour qu'il en soit ainsi : les critères de Maastricht, le pacte de stabilité, une banque centrale qui n'a de comptes à rendre à personne, la Constitution européenne repoussée par les Français et les Irlandais mais qu'on nous a imposée tout de même. C'est la rigueur permanente pour les peuples, la gabegie pour les banques, la finance, les actionnaires.

La souveraineté nationale de la Grèce est mise en cause. Il est temps de sortir du tout libéralisme et d'imposer un nouveau mode de développement.

Pour toutes ces raisons, je voterai contre le projet de loi de finances rectificatives examiné pour l'Assemblée nationale et relatif à la Grèce.

André GERIN

Copyright © Le Vénissian